

Bref cours d'autodéfense intellectuelle

Quelques définitions indispensables au sujet de la situation en France

Centrales syndicales : elles se targuent d'être des *partenaires sociaux* des patrons et sont là pour canaliser la colère des travailleurs. Le spectacle de la contestation syndicale est parfaitement rôdé : après de pseudo-négociations ou bien une journée dite "d'action", le patronat ou l'État ne cèdent que sur les un ou deux points symboliques nécessaires aux syndicats pour démontrer à leurs adhérents – de plus en plus circonspects – qu'ils servent encore à quelque chose. Dès le départ, les directions syndicales n'avaient de toute façon demandé à l'État et au patronat que des mesures, annonces ou concessions qui ne mettent aucunement en danger le système capitaliste basé sur la propriété privée des moyens de production.

Gauche (partis de) : 50 nuances de traîtres. Qu'on en juge : *socialauds* du PS qui, à chaque passage aux *affaires*, attaquent durement nos conquies sociaux, accroissant la désespérance des travailleurs et constituant ainsi le meilleur tremplin de l'extrême-droite ; *Verts à moitié vides* de EELV, farouches partisans de l'UE, de l'OTAN et de la militarisation suicidaire du continent européen ; apparatchiks de LFI qui – censément par antifascisme – ont appelé à voter pour Macron en 2017 et 2022 ; staliniens du PCF qui – usant de leur influence (heureusement déclinante) auprès des masses – ont sauvé la mise de la classe dominante française à de multiples reprises ; etc.

Grève : cesser de trimer, occuper son lieu de travail, décider collectivement des actions à mener pour faire céder le patron ou l'État, faire preuve de solidarité et s'entraider face à la répression, voilà en quoi consiste une grève. Ordures politiciennes de gauche comme de droite (voir "Rassemblement National", "Les Républicains" et "partis de gauche"), intellectuels et journalistes serviles décrivent faussement la grève comme une spécificité française et ceux qui y prennent part comme des feignants. En réalité, c'est grâce à de grandes grèves (en 1936, 1968, 1995, 2006, 2020...) que le prolétariat a pu faire reculer patrons & gouvernants... Prendre part à une grève est autrement plus enrichissant que collectionner les amis virtuels, s'abrutir sur *TikTok* ou – pour celles & ceux qui peuvent encore se le permettre – aller consommer les dernières conneries à la mode.

Les Républicains (LR) : succursale du MEDEF en même temps que satellite du macronisme, ce parti de droite extrême s'est rebaptisé ainsi en 2015 pour faire oublier les nombreuses affaires judiciaires dans lesquelles trempait son ancêtre l'UMP... elle même créée en 2002 pour faire oublier toutes les casseroles associées au RPR ! Les experts en com' de cette mafia des beaux quartiers sont probablement déjà en train de plancher sur la prochaine appellation de leur gang néofasciste...

Macron (Emmanuel) : grand bourgeois anticomunisme primaire, admirateur du maréchal Pétain, et fasciné par la monarchie. Lancé en politique par le Parti Socialiste avec l'appui des principales fortunes françaises, élu deux fois président avec l'onction des partis de gauche et des centrales syndicales, on doit à Macron la contre-réforme des retraites de 2023, la réduction à portion congrue des droits des chômeurs, la répression sanglante du mouvement des Gilets Jaunes en 2018-2019, le passage à une économie de guerre et la destruction accélérée des derniers vestiges de l'État dit "de droit".

Police : tout propos censé sur ce corps de métier, ses actes, sa fonction sociale objective ainsi que les conclusions pratiques à en tirer tomberaient nécessairement sous le coup de la loi. Ce qui en soi en dit bien assez sur la nature du régime macroniste.

Rassemblement National (anciennement FN) : PME familiale du clan Le Pen, fondée notamment par d'anciens nazis. Toute honte bue, le RN voudrait faire croire aux salariés qu'il est de leur côté... Or le programme historique du parti (intitulé *Pour la France*) est un musée des horreurs des revendications patronales que ne renieraient pas Macron, Retailleau, Wauquiez ou Lecornu. Qu'on en juge : "*libérer (sic) le droit social*", "*désétatiser l'économie*", "*supprimer les carcans bureaucratiques*", "*valoriser l'initiative individuelle, l'entreprise et le profit*", "*libérer la réglementation sur les horaires en laissant la plus large souplesse dans la définition des jours et heures d'ouverture des ateliers, des bureaux, des magasins, dans les règles de compensation des heures supplémentaires*", etc.

Sondages : les instituts de sondage appartiennent à des patrons (l'institut CSA au milliardaire catholique intégriste Bolloré, par exemple) et servent donc leurs intérêts. Les sondages ne reflètent pas vraiment l'état d'esprit de la population, puisque des tas de gens refusent (à juste titre) de répondre aux enquêtes d'opinion. Les instituts de sondage passent sous silence les véritables enjeux et leurs questions ne portent que sur de fausses alternatives, de sorte que le « sondé » ne peut *in fine* choisir qu'entre la peste et le choléra... Et toi, tu préfères travailler jusqu'à 75 ans, 70 ans, ou seulement 65 (feignant !) ?

Travail : mot provenant du latin *trepalum*, désignant un instrument avec lequel les esclaves étaient torturés. Activité généralement profondément aliénante et destructrice auquel tout salarié doit, dans la société capitaliste, consacrer environ un tiers de sa vie.

✉ contact.garap@protonmail.com

🌐 <https://garap.org>



Groupe d'Action pour la Recomposition
de l'Autonomie Prolétarienne

"Face au déploiement insensé et inadmissible d'une vaste offensive du Mensonge patronal, seule une grève générale sauvage, totale et illimitée permettra aux travailleurs et à la jeunesse de passer du spectacle de la contestation à la contestation du spectacle."